

**13<sup>ème</sup> SOMMET D'INFORMATION SUR L'EAU, OUAGADOUGOU, BURKINA FASO****RESUME ANALYTIQUE**

Financé par l'Agence américaine pour le développement international (USAID), le Programme d'approvisionnement en eau, assainissement et hygiène en Afrique de l'Ouest (USAID WA-WASH) vise à renforcer la résilience et l'accès durable à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène pour de meilleurs moyens de subsistance au Burkina Faso, au Ghana et au Niger. Pour contribuer à l'atteinte de cet objectif, le programme travaille à renforcer l'environnement régional propice et les capacités des ressources humaines dans le secteur AEPHA aux fins d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) en matière d'AEPHA en Afrique de l'Ouest. Conformément à cet objectif, le programme, en collaboration avec le consortium WaterWeb, a organisé du 11 au 13 avril 2012 à Ouagadougou, au Burkina Faso, le 13<sup>ème</sup> sommet d'information sur l'eau autour du thème : « Informations sur l'eau: un dialogue intercontinental ». Le sommet a réuni 74 scientifiques, décideurs, spécialistes de l'information et d'autres parties prenantes pour partager des études de cas sur les approches en matière d'informations sur l'eau et échanger des vues sur la meilleure façon de recueillir et de diffuser des informations sur les ressources en eau. Le sommet a été la première étape dans la mise en place de mécanismes fiables de rédaction de rapports permettant d'avoir des méthodologies cohérentes de suivi et d'évaluation dans le secteur de l'eau. Les objectifs du sommet étaient de : (1) déterminer les besoins d'information sur l'eau aux niveaux national et régional; (2) examiner la gestion des informations sur l'eau ; et (3) partager des connaissances et des expériences sur la gestion des informations sur l'eau. Quatre sessions ont permis d'atteindre les objectifs fixés.

La première session a examiné les besoins en matière d'information sur l'eau aux niveaux national et régional au Burkina Faso. Cette session a été marquée par deux présentations: (1) l'état de mise en œuvre du Système national d'information sur l'eau au Burkina Faso; et (2) le Programme d'hydraulique villageoise financé par l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Le Système national d'information sur l'eau au Burkina Faso est mis en œuvre dans le cadre des services d'eau à usage multiple et reconnaît que les ressources en eau ne sont pas statiques, notamment en raison de l'impact du changement climatique, des activités humaines et de la croissance démographique. Le système est une structure opérationnelle qui regroupe, analyse et diffuse des informations sur les ressources en eau, les besoins, les utilisations et les risques associés à l'utilisation de l'eau. Le système est limité par des ressources humaines et financières insuffisantes, le manque de synergie dans la gestion de l'information, le décaissement tardif des budgets de fonctionnement, les procédures non adaptées au suivi des ressources en eau et les actes de vandalisme sur les équipements. Le programme d'hydraulique villageoise vise à améliorer l'approvisionnement en eau des zones rurales dans les pays membres. Les activités du programme comprennent la construction de forages équipés de pompes manuelles. Le programme connaît également des contraintes liées aux grandes profondeurs à creuser pour les forages (coûts élevés) et le manque de collaboration entre les agences d'exécution et les départements ministériels en charge de l'eau.

La deuxième session était axée sur la gestion des informations sur l'eau, avec trois présentations sur : (1) le Centre international d'hydro-informatique; (2) le système de suivi et d'évaluation au niveau africain; et (3) les systèmes d'information sur l'eau en Afrique (AWIS en Anglais). Le Centre international d'hydro-informatique est composé d'un réseau mondial de 20 centres spécialisés, accrédités par l'UNESCO-IHP pour travailler sur les questions de gestion de l'eau. Le centre promeut l'hydro-informatique appliquée à la gestion de l'eau et développe des modèles et des logiciels gratuits pour surveiller le niveau et la qualité de l'eau disponible dans les masses d'eau. Il offre des solutions pour la gestion des ressources en eau grâce à l'hydro-informatique, permettant ainsi de résoudre les problèmes de ressources humaines, d'énergie et de ressources naturelles à travers la mise au point d'outils pour la gestion de l'eau, les méthodologies de gestion, le suivi et la modélisation, la formation des professionnels et la communication sur les ressources en eau par les médias.

Le système de suivi et évaluation au niveau africain a été lancé lors de la conférence des Chefs d'État sur l'eau qui a eu lieu en Egypte. Son objectif était d'élaborer une méthodologie harmonisée pour le suivi et évaluation du secteur de l'eau en Afrique et de rédiger un rapport détaillé d'ici 2015 conformément aux OMD. Tout d'abord, le système a identifié les lacunes en matière d'information sur l'eau, telles que l'information fragmentée, la faible capacité à collecter, analyser et rendre compte, le manque de cadres nationaux de suivi et évaluation, les outils de gestion et de collecte des données inappropriés, l'information insuffisante pour soutenir la planification, la budgétisation et la gestion du secteur, et le manque de données harmonisées au niveau national et sous régional. Pour relever ces défis sur le continent africain, diverses initiatives sont en cours, y compris les systèmes d'information sur l'eau en Afrique qui visent le renforcement des capacités de gestion de l'information par les organisations du secteur de l'eau en Afrique, notamment à travers le partage de connaissances, d'expériences et d'informations entre les professionnels du secteur, les communautés, les collectivités locales et les gouvernements des différents pays africains. L'initiative vise à faciliter l'accès à l'information existante dans le secteur de l'eau en Afrique.

La troisième session a passé en revue la gestion de l'information sur l'eau au niveau international à travers un partage d'expériences des organisations d'autres régions du monde. Trois présentations ont été faites au cours de cette session, notamment sur: (1) le Programme de protection et d'évaluation des sources d'eau en Floride; (2) la régionalisation de l'eau avec un partage d'expériences des régions d'Amérique latine et des Caraïbes; et (3) le rôle du conseil national pour l'environnement et le développement durable au Burkina Faso dans la gestion de l'information sur l'eau. D'autres présentations ont porté sur la contribution de la Direction générale de la météorologie au Burkina Faso dans le processus d'information sur l'eau, les expériences de l'Institut de développement rural de Bobo-Dioulasso dans la gestion de l'information sur l'eau et l'évolution de l'accès aux eaux souterraines au Burkina Faso.

La quatrième session s'est focalisée sur la question des ressources en eau transfrontalières. Les présentations visaient un partage d'expériences sur les questions transfrontalières liées à la gestion de l'information sur l'eau par le dialogue entre les gestionnaires des bassins versants en Afrique. Elles ont permis un échange d'expérience sur la gestion de l'information autour des ressources en eaux transfrontalières dans le bassin versant de la Volta au Burkina Faso et au Ghana. Les points saillants de la gestion transfrontalière du bassin versant de la Volta comprennent: (1) l'élaboration d'un code de conduite entre le Ghana et le Burkina Faso pour créer un cadre de coopération pour la gestion des ressources en eau partagées dans le bassin; (2) la mise en place de l'Autorité du Bassin de la Volta pour coordonner la gestion des ressources en eau; (3) l'établissement d'un comité mixte transfrontalier de coordination des activités conjointes et de résolution des conflits entre le Ghana et le Burkina Faso; (4) la création d'un cadre de gouvernance intégré pour mettre les structures de gouvernance locales en relation avec les structures nationales; (5) la mise en œuvre de projets pilotes établissant un lien entre les avantages des activités de subsistance, la gestion intégrée des ressources en eau et les mécanismes de gouvernance de l'eau; (6) la collecte de connaissances et d'informations sur le bassin par des enquêtes et des études pour fournir des données à des fins de prise de décision; et (7) la planification et la cartographie de la gestion de l'eau.

Le sommet a servi de plateforme pour partager des idées et des expériences sur les systèmes d'information sur l'eau et la communication. Les participants ont convenu de la collecte et de la diffusion de l'information sur l'eau de la manière la plus accessible et la plus efficace pour les parties prenantes. Cela nécessite une collaboration accrue entre les acteurs de la région et le reste du monde. D'autres recommandations faites pour améliorer la gestion de l'information sur l'eau. Il s'agit notamment de: (1) identifier les thèmes de recherche pour recueillir des informations; (2) définir clairement les étapes de collecte des données; (3) créer un réseau de liaison des institutions qui collectent les informations et celles qui les utilisent; et (4) mettre en place un organe d'échange d'informations pour rassembler tous les acteurs de tous les pays membres de l'Autorité du Bassin de Volta ainsi que d'autres organisations et acteurs de bassin.

*Le rapport complet est disponible (en français) sur demande via notre site Web. Pour plus de détails sur les activités de programme et d'autres rapports, visitez le site: <http://wawash.fiu.edu/>.*